



Brazilian Geographical Journal: Geosciences and Humanities research medium



ARTICLES/ARTIGOS/ARTICULOS/ARTICLES

Le Quartier Centre-Sud à Montréal : Laboratoire Expérimental de L'Urbanisme du XX^e et XXI^e Siècles

Kenza Benali, Ph.D

Département de Géographie/Department of Geography, Faculté des Arts/ Faculty of Arts,
Université d'Ottawa/University of Ottawa, 60 Rue Université (032), Ottawa (Ontario) K1N
6N5, Canada. Email: kbenali@uottawa.ca

RESUME

ARTICLE HISTORY

Received: 27 February 2012

Accepted: 29 June 2012

MOTS-CLES:

Centre-sud
Quartier de Montréal
Rénovation urbaine
Revitalisation urbaine

Le quartier Centre-sud, qui a connu différentes désignations au cours de l'histoire, est l'un des plus vieux secteurs centraux de Montréal. Constituant un important pôle urbain et industriel durant le XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, le quartier Centre-sud connut dès les années d'après-guerre un déclin économique et hémorragie démographique. Depuis, la municipalité a appliqué dans ce quartier les différentes recommandations caractéristiques des urbanismes de la deuxième moitié du XX^e jusqu'à nos jours. En ce sens, le quartier Centre-sud constitue en quelque sorte un laboratoire expérimental des différents modes de construction et des choix d'évolution urbaine, depuis la « rénovation urbaine » des années 1950 à 1970, à la « revitalisation urbaine » dans les années 1980-1990, jusqu'aux actuels « renouvellement urbain » et « urbanisme durable ». S'il est intéressant de constater qu'en parcourant le paysage construit du Centre-sud depuis 1950 on peut voir apparaître le condensé bien lisible de l'histoire de l'urbanisme contemporain, il ne faut pas oublier que ces différentes opérations ont profondément marqué la population de ce quartier, caractérisée par une forte proportion de ménages monoparentaux, une sous-scolarisation importante, un taux de chômage parmi les plus élevés de Montréal et de nombreux problèmes sociaux (toxicomanie, itinérance, prostitution de rue, santé mentale, criminalité). Cet article propose de revenir, en premier lieu, sur l'histoire particulière de ce quartier montréalais, puis de s'attarder sur les dernières interventions et leur appréciation sociale à travers la presse écrite.

KEY-WORDS:

Centre-sud
Montreal's neighbourhood
Urban Renewal
Urban Revitalization

ABSTRACT – THE CENTRE-SUD NEIGHBORHOOD IN MONTREAL: EXPERIMENTAL LABORATORY OF THE URBAN PLANNING OF THE 20TH AND 21ST CENTURIES.

Located in the continuation of downtown Montreal, the Centre-sud neighborhood, which was designated under different names over the last two centuries, is one of the oldest in Montreal. Forming an important and prosperous urban industrial center during the nineteenth and early twentieth century, the Centre-sud neighborhood experienced difficult times immediately after the Second World War. Since then, the municipality applied in that neighborhood the different recommendations characteristics of the urbanisms of the second half of the twentieth century to the present. In this sense, the Centre-sud neighborhood constitutes a kind of experimental laboratory of the different construction methods and choices of urban evolution, from the "urban renewal" of the years 1950 to 1970, to the "urban revitalization" in the years 1980-1990, up to the current "sustainable urbanism". If it is interesting to note that the built landscape of the Centre-sud neighborhood since 1950 can clearly be seen as a condensate of the history of contemporary urbanisms, one should not forget that these operations had a profound impact on the population of this neighborhood, characterized by a high proportion of single parent households, a significant under-enrollment, a unemployment rate among the highest in Montreal, and many social problems (drug addiction, homelessness, street prostitution, mental health, criminality). Primarily, this paper proposes to revisit the particular history of this Montreal neighborhood, and then to highlight its latest interventions and their social assessment found throughout the press.

PALVRAS-CHAVE:

Centro-Sul
Bairro de Montreal
Renovação urbana
Revitalização urbana

RESUMO– BAIRRO CENTRO-SUL EM MONTREAL: LABORATÓRIO EXPERIMENTAL DO URBANISMO DA SÉCULOS 20 E 21.

Localizado na continuação da baixa de Montreal, o bairro Centro-Sul, que foi designado sob diferentes nomes ao longo dos últimos dois séculos, é um dos mais antigos em Montreal. Formando um importante e próspero centro urbano industrial durante o século XIX e início do XX, o bairro Centro-Sul viveu tempos difíceis, imediatamente após a Segunda Guerra Mundial. Desde então, o município aplicou naquele bairro as características diferentes recomendações dos urbanismos da segunda metade do século XX até o presente. Neste sentido, o bairro Centro-Sul se constitui uma espécie de laboratório experimental dos métodos construtivos e escolhas diferentes da evolução urbana, a partir da "renovação urbana" dos anos 1950 a 1970, para a "revitalização urbana" nos anos 1980 - 1990, até o "urbanismo sustentável" atual. Se é interessante notar que a paisagem construída do bairro Centro-Sul desde 1950 pode ser claramente visto como um condensado da história do urbanismo contemporâneo, não se deve esquecer que essas operações tiveram um profundo impacto sobre a população do bairro, caracterizada por uma elevada proporção de famílias monoparentais, uma significativa sob matrícula, uma taxa de desemprego entre os mais altos em Montreal, e muitos problemas sociais (toxicod dependência, pobreza, prostituição de rua, saúde mental, criminalidade). Primeiramente, este trabalho propõe a revisitar a história particular do bairro de Montreal, em seguida, para realçar as suas mais recentes intervenções e sua avaliação social encontrada em toda a imprensa.

1. Introduction

Situé à l'est du centre-ville de Montréal, le quartier Centre-sud, dont l'appellation remonte au début des années soixante, est un des plus vieux secteurs de la ville. Intégrant dans un même territoire deux paroisses limitrophes (Saint-Jacques, située entre les rues Amherst et Papineau, et Sainte-Marie, comprise entre Papineau et la voie ferrée du Canadien Pacifique), il est délimité, au nord, par la rue Sherbrooke, l'une des principales artères de la ville, au sud, par le fleuve Saint-Laurent, tandis que la voie ferrée du Canadien Pacifique le borde à l'est. Quant à la limite ouest, elle connut plusieurs modifications au fil du temps : en 1964, elle se matérialise au niveau de la rue Saint-Denis et du petit quartier latin (VILLE DE MONTRÉAL, 1964); puis, en 1990, cette limite est repoussée vers l'est pour se fixer sur la rue Amherst (VILLE DE MONTRÉAL, 1990). Avant la fusion municipale de 2002, le quartier Centre-sud appartenait à l'arrondissement Plateau Mont-Royal / Centre-sud. À partir de janvier 2002, il se détache de ce dernier et s'intègre au centre-ville pour former désormais l'arrondissement Ville-Marie, composé des districts Saint-Jacques, Sainte-Marie et Peter McGill.

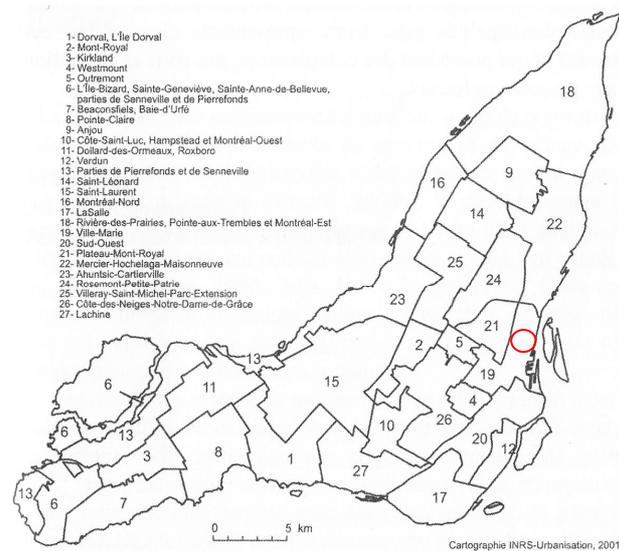
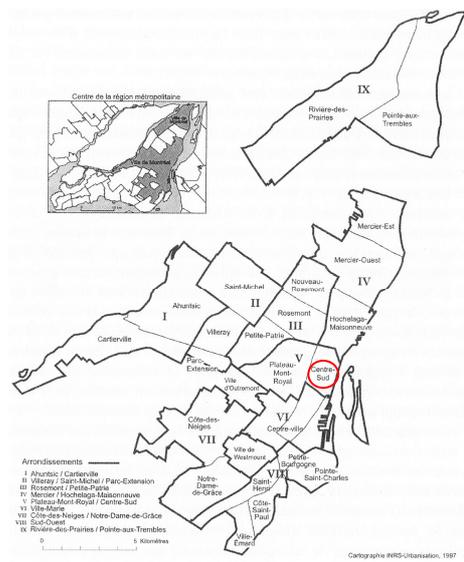
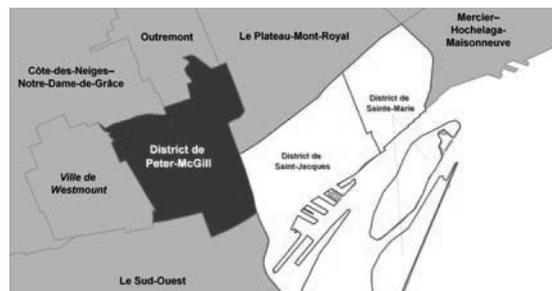


Figure 1 : Arrondissements de Montréal avant la fusion municipale de 2002. Cartographie INRS-Urbanisation, 1997.

Figure 2 : Arrondissements de Montréal après la fusion municipale de 2002. Cartographie INRS-Urbanisation, 2001.

Figure 3 : L'arrondissement Ville-Marie, composé des districts Saint-Jacques, Sainte-Marie (tous deux en blanc), qui forme l'ancien quartier Centre-sud, et le district Peter McGill (en noir). Tiré du site internet de la Ville de Montréal.



Constituant un important pôle urbain et industriel en pleine prospérité durant le XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, le quartier Centre-sud connut dès les années d'après-guerre une situation des plus dramatiques. S'il amorce un déclin, comme la plupart des quartiers centraux, avec la migration industrielle (exode de sa population, faiblesse de ses activités commerciales et économiques), c'est suite à la vague de grands travaux de rénovation urbaine et de démolition, entreprise dès l'aube des années cinquante par les autorités municipales, que le quartier subira une hémorragie démographique et une désintégration du tissu urbain sans précédent. Déjà traumatisé par la construction du pont Jacques Cartier en 1930, scindant le quartier en deux grandes zones, le Centre-sud va faire l'objet durant la décennie 1950-1960 d'une véritable « mutilation ». Il sera non seulement marqué par une perte démographique, mais notamment par un phénomène de paupérisation et de vieillissement. Parallèlement, ses activités économiques traditionnelles subiront un effondrement drastique et son parc de logements une dégradation majeure (MORIN, 1987). Dans ce contexte, la Ville de Montréal opta, à compter du milieu des années 1970, pour la mise en application de principes de revitalisation urbaine (MORIN, 1988). Si plusieurs quartiers centraux montréalais connurent, grâce à cette nouvelle politique municipale, une renaissance remarquable (tel le quartier du Plateau Mont-Royal), le Centre-sud semble ne s'être jamais redressé. Malgré les nombreuses opérations municipales et les quelques signes de gentrification, il demeure en effet un « quartier sensible », caractérisé par un fort taux de ménages monoparentaux et de chômage (parmi les plus élevés de Montréal), une sous-scolarisation significative et de nombreux problèmes sociaux (toxicomanie, itinérance, prostitution de rue, santé mentale, criminalité) (CLSC DES FAUBOURGS, 1998). Aujourd'hui, les politiques municipales, en s'inscrivant dans la nouvelle utopie contemporaine du renouvellement urbain et de l'urbanisme durable, tentent d'y remédier. Cet article propose, en premier lieu, de revenir sur l'histoire de ce quartier particulier, véritable laboratoire urbanistique de la deuxième moitié du XX^e jusqu'à nos jours, en se basant sur différentes sources documentaires (archives, documents municipaux, ouvrages scientifiques, monographies, etc.). Dans un deuxième temps, nous nous attarderons sur les interventions contemporaines dans ce quartier, ainsi qu'à leur appréciation sociale à travers la presse écrite.

2. Formation et déclin du Centre-Sud : du XVIII^e s. à l'après-guerre

La formation du Centre-sud remonte au milieu du XVIII^e siècle, au moment où Montréal, trop à l'étroit dans son enceinte, se développa progressivement au-delà de la Porte de Québec et repoussa peu à peu quelques-unes de ses activités, notamment ses tanneries, à l'extérieur des remparts (BURGESS, 1997). Déjà, au lendemain de la conquête britannique, une partie des terres situées à l'est des fortifications et des glacis furent intégrées à la ville intra-muros, qui accueillit des casernes militaires dont le déploiement débordait largement les limites ouest du faubourg. Un peu plus d'une décennie plus tard, ce faubourg, désigné sous le nom de *faubourg Québec*, connut à la fois un développement industriel ponctuel, plus ou moins disparate, le long des principaux chemins reliant la porte de la cité à la campagne, et un afflux d'artisans et de journaliers pour qui la vie à l'intérieur des murs devenait de plus en plus onéreuse. C'est ainsi que la brasserie Molson érigea en 1786, aux abords du chemin Papineau, sa première usine. Celle-ci, par la diversification de ses activités (commerce de bois, construction navale, service naval de courrier et de passagers), devint quelques années plus tard un important pôle économique à l'est de Montréal (MORIN, 1986).

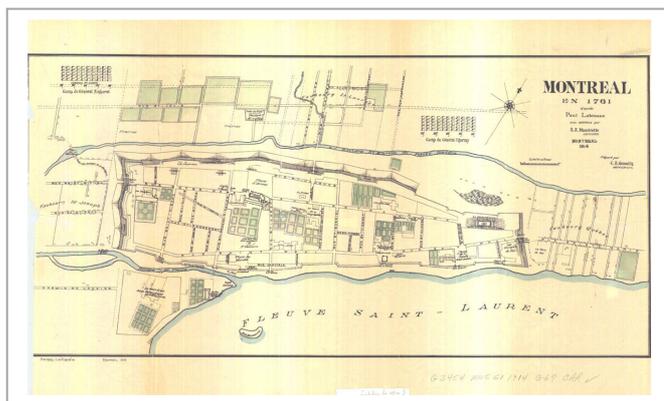


Figure 4 : Carte de la ville de Montréal (Ville-Marie) et de ses faubourgs en 1761. Produite par Paul Lacosse en 1914. Source : Bibliothèque Nationale du Québec, G3454 M6551-1914 G-67.

La démolition des murailles au début du XIX^e siècle accentua davantage ce phénomène et définit de nouveaux rapports entre la ville et son faubourg immédiat (BURGESS, 1997) : d'autres industries toutes aussi importantes que l'usine Molson s'y installèrent à leur tour, principalement après l'incendie de 1852 qui rasa presque entièrement les édifices du secteur, tels que celui de la *Canadian Rubber* (unité de transformation de caoutchouc et de production de bottes et de vêtements imperméables), de la *MacDonald Bros* (usine de tabac), de la *Canadian Pacific*, de la *Dominion Oil Cloth* et de la *Montreal Light Heat and Power* (ALERTE CENTRE-SUD, 2002). En moins d'un quart de siècle, ces géants industriels côtoyaient petites fabriques et commerces divers, faisant du faubourg un important lieu d'activités économiques spécialisé dans les domaines des aliments, des boissons, de la chaussure, du cuir, du caoutchouc, du textile et du tabac (MORIN, 1986), si bien que le paysage se transforma radicalement et favorisa une croissance démographique sans précédent. De nombreux ménages, aussi bien ouvriers que bourgeois, quittèrent alors la ville pour élire domicile dans le faubourg, principalement le long de la rue Notre-Dame où l'on nota, dès 1815, la succession de belles résidences en pierre (BURGESS, 1997), et autour des principaux squares (Dalhousie, Papineau), ainsi que sur la grande rue Sainte-Marie et ses perpendiculaires où se concentraient essentiellement artisans et journaliers. Dès la fin du premier quart du XIX^e siècle, les différentes activités employaient plus de 32 % de la population active, soit une proportion qui dépassait largement la moyenne de l'ensemble de la ville de Montréal (BURGESS, 1997).

Durant les décennies suivantes, la population du faubourg ne cessa de croître. Les lotissements se développèrent, vers le sud, presque à la limite de la rue Dorchester (l'actuel boulevard René Lévesque) et, vers le nord, jusqu'à la rue Sainte-Catherine, devenue depuis l'artère commerciale par excellence du quartier (MORIN, 1986). Le rapide développement urbain du quartier attira bientôt d'autres ménages qui vinrent s'ajouter à la population déjà établie, si bien qu'en 1842 on pouvait y dénombrer plus de 10 000 habitants. Dix années à peine après ce premier bond démographique, la population de ce « fief des ouvriers canadiens-français » (LE BLOT et al., 2002) fut majorée de 5 000 nouvelles âmes ramenant les effectifs du quartier à plus de 26 % de la population totale de Montréal (BURGESS, 1997).

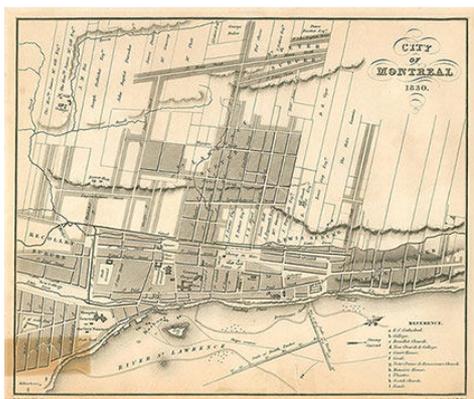


Figure 5 : Plan de la ville de Montréal en 1830, montrant l'expansion extra-muros vers l'est, l'ouest et le nord. Source : Ville de Montréal. Gestion de documents et archives, BM7, C70, 1884.



Figure 6 : Vue de la ville de Montréal en 1888. Source : Musée McCord, M4824.

Vers la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e, Montréal s'imposa de plus en plus sur le plan économique et détrôna peu à peu la ville de Québec rudement éprouvée par le déclin de ses chantiers navals et de son commerce de bois. Ce vent de prospérité se traduit par un vaste mouvement d'industrialisation auquel aucun quartier de Montréal n'échappa. Installations portuaires, industries diverses et institutions financières se multiplièrent en profitant de la mise en place de larges réseaux de distributions qui donnaient une longueur d'avance à toute la région. Ce mouvement d'industrialisation ne fut pas sans susciter une importante croissance démographique : en 1901, plus de 80 000 personnes habitaient le faubourg Québec, qui présentait un paysage singulier, marqué par une mixité d'activités et de fonctions urbaines (BURGESS, 1997).



Figure 7 : Photo de 1903 montrant une maison d'ouvrier et les conditions défavorables de la classe ouvrière de l'époque. Source : Musée McCord, Archives photographiques Notman.

Cette remarquable prospérité s'accroît davantage durant les décennies suivantes. En effet, d'autres industries vinrent s'ajouter aux établissements existants, qui se modernisaient au gré de la croissance de l'économie montréalaise et des afflux de main-d'œuvre. Le secteur devint dès lors le pivot de l'industrialisation de Montréal et de son port. Les effluves de houblon, de tabac et de mélasse qui enveloppaient le quartier lui valurent le surnom de *Faubourg à m'lasse* (mélasse).



Figure 8 : Vue du port de Montréal vers 1900. Source : Centre d'archives de Montréal. Bibliothèque et Archives Nationales du Québec, Fonds collection Lionel Audet-Lapointe, P1S6P68.



Figure 9 : Déchargement du vapeur *Durham City*, Montréal, 1896. Source : Musée McCord, II-116749.

Parallèlement à cette expansion industrielle, le quartier connut une forte progression de ses activités urbaines, dont l'implantation fut favorisée non seulement par le développement des transports en communs, mais aussi par l'exode des habitants des régions périphériques. Le tramway à chevaux qui, depuis 1864, traversait de bout en bout la rue Sainte-Catherine (MORIN, 1986) céda la place au tramway électrique dans les premières années de 1900 (VILLE DE MONTRÉAL, sd). La rue Saint-Denis, elle aussi, se transforma peu à peu et accueillit écoles, commerces, restaurants et salles de spectacle dont l'attraction s'exerça au-delà de la rue Sherbrooke, sur l'ensemble du territoire de la ville. La crise des années trente ralentit quelque peu l'ardeur de ce fulgurant développement économique et urbain et engendra une conjoncture difficile qui marqua profondément le quartier et sa population essentiellement de couche ouvrière. Quelques institutions, notamment les écoles spécialisées (École des Hautes Études Commerciales sur le square Viger, École polytechnique de Montréal sur Saint-Denis) quittèrent tour à tour les lieux pour s'installer à l'ouest de la ville (MORIN, 1986). Les familles bourgeoises, qui habitaient alors les belles demeures de la rue Sherbrooke, suivirent cette migration institutionnelle (DESROSIERS; LAFLEUR, 1986).



Figure 10: Carte postale montrant les maisons bourgeoises sur la rue Sherbrooke, au XIX^e s. Source : BNQ, Collection Michel Bazinet, CP5155.



Figure 11: Carte postale montrant les maisons bourgeoises sur la rue Sherbrooke, au XIX^e s. Source : BNQ, Collection Michel Bazinet, CP51144.

Le paysage urbain du quartier commença à se transformer essentiellement après avoir accueilli, en 1930, une « méga-structure » : le pont Jacques Cartier, tout en améliorant l'accessibilité de Montréal – assurée jusque-là par traversiers et par trains via le pont Victoria – scinda le quartier en deux grandes zones se développant désormais de façon distinctes et à des rythmes variés (MORIN, 1986). Si, pour plusieurs, la venue de ce pont, dont la construction dura une moitié de décennie (1925-1930), permettait un élan certain pour la ville de Montréal, sa réalisation eut néanmoins d'importantes répercussions à la fois sur le cadre bâti du quartier et sur sa structure démographique. Toutefois, la Seconde Guerre Mondiale permit de redresser quelque peu la situation. Des contrats militaires (commandes de bottes, de chaussures, d'uniformes, de tabac et de masques à gaz pour les soldats, ainsi que de pièces d'avion, etc.) relancèrent l'économie du quartier et entraînèrent, par la même occasion, un nouvel afflux de main-d'œuvre qui contrebalança, mais de manière non durable, les pertes démographiques enregistrées : le retour à la paix, loin d'avoir favorisé les quartiers anciens, provoqua une nouvelle vague de croissance et d'expansion au profit, cette fois, des zones périphériques. Stimulée largement par un interventionnisme étatique, cette vague d'exode urbain conditionna de nouvelles structurations de l'espace montréalais (développement des transports, formation des banlieues, création de zones industrielles en périphérie, etc.) et asséna un coup dur aux vieux quartiers, notamment au Centre-sud dont plusieurs des entreprises déménagèrent ailleurs en raison de nouvelles exigences technologiques et des limites physiques de leur emplacement. Cette migration industrielle, favorisée par les restructurations économiques des années soixante, conjuguée à l'étalement urbain amorcé aux alentours des années cinquante et au développement du réseau autoroutier, modifia considérablement le portrait du quartier et entraîna son déclin : exode de sa population, faiblesse de ses activités commerciales et économiques. Sur le plan démographique, la situation devint de plus en plus dramatique : de 100 000 habitants à la veille de la Seconde Guerre Mondiale, sa population diminua de moitié au début des années soixante-dix et de 30% supplémentaires durant la décennie suivante (ALERTE CENTRE-SUD, 2002).

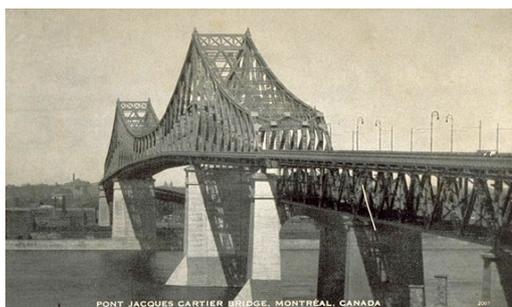


Figure 12: Construction du pont Jacques Cartier entre 1925 et 1930. Source : Ville de Montréal, Gestion de documents et archives, VM6, S10, D780.23-13.



Figure 13: Carte postale montrant le pont Jacques Cartier (s.d). Source : Bibliothèque et Archives Nationales du Québec, Collection cartes postales, CP2987.



Figure 14: Photo du Pont Jacques Cartier, prise par Jacques de Lesseps en 1930. Source : Images Montréal, IMTL 2730.

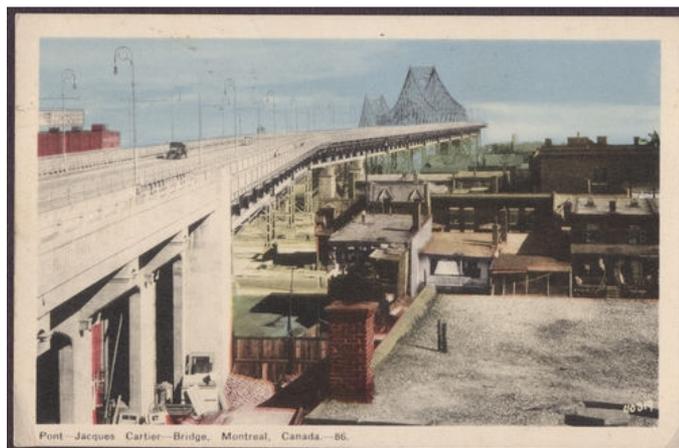


Figure 15 : Carte postale montrant le Pont Jacques Cartier scindant le quartier Centre-sud (s.d). Source : Héritage Montréal.

3. La rénovation urbaine: des années 1950 au milieu des années 1970

Les années 1950-60 furent marquées par les grands travaux d'aménagement entrepris par les autorités municipales fortement animées par l'idée de création d'un centre-ville moderne. En effet, dans la foulée du mouvement d'après-guerre de modernisation de la société québécoise, les autorités municipales, largement inspirées par les principes de l'*Urban Renewal*, lancèrent de vastes opérations de rénovation urbaine au centre-ville en vue de fixer ses limites et de redéfinir ses rapports avec la banlieue en pleine effervescence. Dans le quartier, les premiers signes se manifestèrent de façon concrète dès l'élargissement, en 1955, du boulevard Dorchester qui amorça le développement de ce que l'on appelait alors « l'axe Dorchester-ouest » – entraînant au passage la démolition d'au moins 750 logements du quartier – et la réalisation de plusieurs édifices de bureaux, notamment l'immense Place Ville-Marie érigée en 1962, les gratte-ciels de la *Canadian Industries* et de la *Canadienne impériale du commerce*, et la place Bonaventure en 1967 (MORIN, 1987). De plus, en prévision de l'organisation de l'exposition universelle (1967) qui allait rehausser l'image de leur ville sur le plan international, les autorités locales achevèrent rapidement quatre nouvelles stations (Berri, Beaudry, Papineau et Frontenac) de la ligne « verte » du métro, dont les premiers tronçons desservaient essentiellement le centre-ville depuis son inauguration en 1966. Contrairement aux objectifs recherchés par les divers intervenants (promoteurs privés et différents paliers gouvernementaux), ces travaux d'envergure contribuèrent largement à l'exode de la population du Centre-sud et, surtout, à la transformation de son paysage urbain (démolition de bâtiments résidentiels, constructions d'édifices tertiaires). Ce qui n'empêcha pas la municipalité, conjointement avec le gouvernement du Québec, d'entreprendre la construction de l'autoroute est-ouest (1968). À elles seules, ces deux interventions majeures eurent des répercussions considérables sur le quartier Centre-sud : les travaux d'aménagement du métro rehaussèrent la valeur des propriétés avoisinantes et entraînèrent la perte d'environ 60 logements, tandis que la réalisation de l'autoroute occasionna la démolition de 150 unités d'habitations (MORIN, 1987). Si l'on ajoute à ce bilan la disparition de 170 autres unités engendrée par le réaménagement des abords du pont Jacques-Cartier, entrepris entre 1964 et 1966, le quartier aurait subi en tout une perte d'environ 1 200 logements, impliquant

un exode de quelques milliers de ménages et leur relocalisation sur d'autres quartiers de la ville et de sa banlieue.



Figure 16 : Vue du boulevard Dorchester, partie ouest, avec la construction de la tour d'Hydro-Québec. Photo de Christopher Dewolf, prise en 1960. Source : Spacing Montreal.



Ville de Montréal. Gestion de documents et archives

Figure 18 : Vue du centre-ville de Montréal, en 1955. Source : Ville de Montréal, Gestion des documents et archives, VM6 S10 D4000.2



Figure 19: Vue du boulevard Dorchester, en 1961. Source : metromontreal.com.



Figure 17: Les 4 stations de métro du Centre-sud (Berri-UQAM, Beaudry, Papineau et Frontenac. Source : Ville de Montréal (1990).



Figure 20 : Construction de la station de métro Berri-UQAM, en 1964. Source : metromontreal.com.

Ces interventions connurent un écho favorable chez les commerçants et promoteurs francophones inquiets non seulement face à l'« anglicisation » de plus en plus manifeste de l'image du centre-ville – alors que Montréal était majoritairement francophone – mais également devant le constat de la rente générée par la concentration des investissements autour du développement du Centre Des Affaires (CDA), qui ne leur profitaient pas. À leurs yeux, en dépit des répercussions qu'elles pouvaient avoir sur l'image du quartier Centre-sud, ces interventions constituaient néanmoins l'amorce, tant souhaitée, de l'extension du centre-ville vers l'est. Par la même occasion, elles traduisaient la volonté des autorités publiques d'équilibrer leur politique de développement urbain et d'initier, voire même d'encourager, de vastes opérations de rénovation dans cette direction (MORIN, 1987). À cette succession de projets qui modifia radicalement le quartier, vint s'ajouter, dès 1963, la réalisation de la Maison de Radio-Canada, qui s'inscrivait dans le cadre d'une opération de rénovation plus vaste, incluant une tour de 25 étages sur l'îlot des Voltigeurs, exproprié alors par la Ville de Montréal (MORIN, 1987). Les impacts furent nombreux : « 778 logements [furent] détruits, 5000 résidants évincés, de même que 12 épicerias, 13 restaurants, 8 garages, 20 usines et 4 imprimeries [...] employant au total 830 personnes [qui furent] rasés... » (MORIN, 1987:30 ; MORIN, 1988:33).



Figure 21 : Vue aérienne de la Tour de Radio-Canada, prise en 2008. Source : Conseil du Patrimoine Religieux.

En outre, parallèlement à ces deux réalisations majeures qui illustraient un début de prolongement du centre-ville vers l'est et auxquelles le gouvernement fédéral contribua largement, des promoteurs privés lancèrent plusieurs projets résidentiels, concentrés notamment dans les secteurs nord-ouest et sud-est du quartier, à proximité des bouches de métro, dont le nombre ne parvint guère à contrebalancer le bilan négatif des démolitions (MORIN, 1986). Encouragées par cette vague d'interventions et fortement animées par l'idée de création d'un centre-ville totalement francophone, les autorités provinciales prirent part à l'effort consenti et lancèrent, vers la fin des années soixante et tout au long de la décennie suivante, une série de chantiers qui changèrent complètement la vocation du quartier. Parmi ces chantiers, la construction des bâtiments du Ministère de la Justice et de la Sûreté du Québec, l'édification de l'immeuble de Radio-Québec (aujourd'hui Télé-Québec), la réalisation du nouveau campus de l'Université du Québec à Montréal, qui entraîna la démolition d'une centaine de logements, et de l'édifice du Ministère de l'Éducation, participèrent non seulement à une « institutionnalisation » du quartier, mais également à sa « tertiarisation » (MORIN, 1987). Tout laisse croire que ce processus, orienté essentiellement vers le domaine de la communication, avec une concentration de plus en plus marquée d'entreprises œuvrant dans les domaines de la radiophonie et de la télévision (Radio-Canada, Télé-Québec, Télé-Métropole, Studio de son du Québec et station de radio CJMS), fut enclenché pour faire contrepoids aux activités

tertiaires privées anglophones développées à l'ouest du centre-ville. Parallèlement, sur le plan démographique, le Centre-sud connut un dépeuplement des plus dramatiques au profit de ses zones périphériques, une paupérisation accrue des ménages, un vieillissement de plus en plus marqué de la population, un affaiblissement presque irréversible des activités économiques et une dégradation vertigineuse du parc de logements (6 % des propriétaires habitaient réellement le quartier, comparativement à un peu moins de 20 % pour l'ensemble du territoire montréalais) (MORIN, 1987).

4. La revitalisation urbaine : milieu des années 1970 aux années 1990

Dès le milieu des années 1970, de nombreux comités citoyens se formèrent, notamment au Centre-sud. Leur feuille de route comportait des revendications sociales appelant non seulement à la construction de logements à loyer modique (HLM), mais aussi à la conservation et à la restauration du parc résidentiel du quartier au profit des couches populaires, dont la vie quotidienne était devenue précaire, en raison des démolitions suite aux travaux de développement, la détérioration de leur milieu de vie et les menaces incessantes d'éviction. Soutenus financièrement par le gouvernement fédéral et des organismes religieux, ces comités organisèrent, dès l'aube des années soixante-dix, des campagnes de réparation de logements dont les plus médiatisées, telle l'opération « Grand Ménage », eurent toutefois un succès très limité faute de moyens. Outre ces opérations concrètes, les habitants exercèrent des pressions sur les autorités municipales sur le plan politique, via un comité de service appelé « Action-Rénovation », et exigèrent d'elles l'application sans délai d'un code du logement. D'autres organismes, tels que le journal « Le va vite » et le Comité logement Centre-sud agirent également dans le même sens pour sensibiliser à la fois population et pouvoirs publics à la détérioration du quartier et à la nécessité de prendre des mesures pour corriger la situation. Face à ces groupes de pression de plus en plus déterminés, la Ville de Montréal dû tenter de se concilier les faveurs de deux populations : d'une part, celles des couches moyennes qu'elle cherchait à localiser dans le Centre-sud en vue d'améliorer son assiette fiscale déficitaire et, d'autre part, celle des couches populaires et moins nanties qui la pressaient d'agir et exigeaient des conditions d'habitabilité plus acceptables.

C'est dans ce contexte bien précis que la Ville opta pour la revitalisation des quartiers anciens, parmi lesquels celui du Centre-sud dont la réanimation continuait à constituer un enjeu majeur pour les hommes d'affaires. Tel que le constatait DANSEREAU (1974), il ressortait de cette rénovation urbaine, véritable approche bulldozer laissant une ville démolie et des quartiers fragmentés, un fort sentiment d'échec. Aussi, déçues par les résultats de la fâcheuse expérience de rénovation dans la Petite Bourgogne qui ne put jamais atteindre les objectifs fixés et connut une perte de presque 50 % de sa population en dix ans, les autorités municipales changèrent leur fusil d'épaule et favorisèrent l'adoption de programmes d'aide à la restauration qu'elles jugeaient plus efficaces et beaucoup moins évinçants pour la population que ceux mis en place auparavant (LINTEAU, 2000). Cette nouvelle orientation, à laquelle ont été associés trois organismes publics (la Société Centrale de l'Hypothèque et du Logement et le gouvernement fédéral via son département d'État chargé des affaires urbaines et la Société de l'habitation du Québec), visait la restauration de 100 000 logements en dix ans (MORIN, 1987). Motivée par la logique selon laquelle la restauration, contrairement à la rénovation, rehausserait la valeur des bâtiments tout en maintenant sur place la population, et renflouerait, par conséquent, les caisses de la ville via son système de taxation sans y avoir consacré d'énormes investissements préalables, cette orientation donna lieu, dès 1973, à la

mise en application d'une vraie stratégie à la fois de revitalisation des quartiers anciens et de restauration de leurs parcs de logements, soutenues par plusieurs programmes complémentaires : le Programme d'Amélioration de Quartiers (PAQ), le Programme d'Aide à la Remise en État des Logements (PAREL), le programme d'aide à la réhabilitation de l'habitat ancien auquel ont été associées à la fois la Ville de Montréal, la SCHL et la SHQ, et, enfin, le programme d'aide aux logements coopératifs (MORIN, 1987:44).

Mettant en application ces programmes sur son territoire, la Ville de Montréal lança, dès le printemps 1974, une première opération visant le quartier Centre-sud. Le secteur de la Terrasse-Ontario connut alors ses premiers chantiers de restauration domiciliaire, de construction de nouveaux logements à loyer modique et d'amélioration de ses équipements. En 1977, profitant d'un colloque sur le logement, les autorités municipales réaffirmèrent leur volonté de rompre avec leur politique de grandeur manifestée par les aménagements réalisés en prévision des Jeux Olympiques de 1976 et de se consacrer désormais à la fois à la revitalisation de la ville traditionnelle et à la renaissance de ses quartiers. Le gouvernement provincial appuya cette nouvelle volonté et adopta, dès le début de 1978, des mesures permettant à la Ville de Montréal d'atteindre ses objectifs. Parallèlement à ces mesures dont la portée transcendait largement le territoire urbain de Montréal, les responsables municipaux dotèrent leur ville de moyens locaux pour mener à bien leur politique de revitalisation urbaine. En effet, dès 1979, ils mirent sur pied la Commission d'Initiative et de Développement Économique de Montréal (CIDEM) qui, chargée « d'élaborer, planifier, coordonner et exécuter les programmes et les projets de la Ville en matière d'habitation, de promotion et de développement économique » (MORIN, 1987, citant Ville de Montréal, règlement n°5380), se chargea successivement des opérations de 10 000 et 20 000 logements lancées à cette époque pour attirer les jeunes familles de couche moyenne. Deux années plus tard, en vue de gérer le secteur industriel, fut créée la Société de Développement Industriel de Montréal (SODIM) dont le mandat consistait à « acquérir, rénover [...] administrer les immeubles industriels et [...] gérer un programme d'aide à la restauration et l'agrandissement » de ces derniers (Morin, 1987:47). Par ailleurs, un programme de Revitalisation des Artères Commerciales (RAC) visant à embellir les rues principales de quartiers et à rehausser leur image et leur attrait fut adopté : plantation d'arbres, réparation des trottoirs, aménagement mobilier (bancs, bacs à fleurs et lampadaires), enfouissement de fils électriques et goudronnage des chaussées, etc. Deux rues dans le Centre-sud bénéficièrent de ce programme. Dans la même foulée, les autorités municipales appuyèrent fortement la création de la Société d'Initiative et de Développement d'Artères Commerciales (SIDAC), sorte d'association de commerçants et de gens d'affaires susceptibles de contribuer à l'amélioration et la promotion de leurs rues commerciales respectives (MORIN, 1987). Enfin, en 1980, elles décidèrent d'intervenir directement dans les quartiers anciens par le biais du Programme d'Intervention dans les Quartiers Anciens (PIQA). Onze secteurs furent visés par ce programme, dont quatre étaient situés dans le quartier Centre-sud (Champlain, Jacques-Cartier, Dufresne-Nord et Dufresne-Sud).

La politique municipale de la décennie 1990, quant à elle, ne fut pas marquée par de grands changements d'orientation. Inscrite dans la continuité de l'approche de revitalisation précédente, elle adopta, à compter de 1990, des mesures plus respectueuses du milieu existant et visa essentiellement l'amélioration du tissu urbain. De manière générale, elle se préoccupa du maintien de la population modeste sur place, de la relance économique locale et de l'amélioration de l'environnement urbain. Précisément, elle se structura autour de sept axes de développement : la consolidation de la structure industrielle; la rénovation et la construction

Comment expliquer alors l'infructuosité de la politique de revitalisation urbaine dans le cas du Centre-sud alors que cette même politique permit à d'autres quartiers centraux de connaître une véritable renaissance (Vieux-Montréal, Plateau Mont-Royal) ? Pour plusieurs, la politique de revitalisation urbaine s'avéra incapable de contrer les effets de la grande « mutilation »¹ subie par le quartier durant les années 1950-1970, en lien avec les projets de rénovation urbaine. Déjà en 1978, le journaliste Roberge remarquait que, si le Plateau Mont-Royal connaissait une relance, c'est parce qu'il avait été épargné par cette « mutilation » urbaine, expérimentée par le Centre-Sud². Cette différence entre le Plateau Mont-Royal et le Centre-sud fut soulevée dans plusieurs articles de presse à la fin des années 1970 et durant les années 1980. L'hypothèse généralement avancée était que la relance du Plateau était largement liée à son état intact de viabilité au moment de la politique de revitalisation urbaine : il formait un quartier où il « existait encore » une « vie de quartier »³, contrairement au Centre-sud, qui avait été durement éprouvé par la rénovation urbaine et avait perdu près de 50% de sa population entre 1961 et 1971⁴. On n'hésitera pas, d'ailleurs, à le citer en exemple lorsque d'autres quartiers montréalais seront menacés par la démolition⁵. Cette étiquette du « quartier sacrifié par la rénovation urbaine » marquera longtemps les esprits : on évoque toujours le Centre-sud sous ce thème, nous pouvons le constater dans l'article de Jean Chartier⁶ ou encore dans celui du *Devoir* paru en 2008, dans lequel Gérard Beudet, professeur à la Faculté d'aménagement de l'Université de Montréal, avance que le quartier Centre-sud ne s'est jamais remis de la grande vague d'expropriation : « Ce fut une grosse perte en termes de nombre de résidents. Il y a eu une dévaluation de toutes les autres propriétés autour. On avait anticipé qu'autour de Radio-Canada se développerait toute une série d'activités commerciales, mais ça ne s'est à peu près jamais fait »⁷.

5. Renouveau urbain et urbanisme durable : les années 2000

Dans le cadre de la fusion municipale entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2002, le Centre-sud se détacha du Plateau-Mont-Royal (devenu un arrondissement en soi) pour former, avec le centre-ville de Montréal et le Vieux Montréal, l'arrondissement de Ville-Marie, profitant de la sorte de l'image de ces territoires fortement convoités. Cependant, ce secteur proclamé depuis comme le « quartier du tourisme, des festivals et de la vie nocturne où se déploient la cité universitaire et celle des ondes », demeurait un territoire où plusieurs formes d'exclusion sociale cohabitent. Cette situation incita la municipalité et plusieurs acteurs sociaux à prendre des mesures pour assurer le développement social et économique du secteur. Grâce à une entente entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec, une politique d'action pour la revitalisation de onze quartiers de Montréal en difficulté fut mise sur pied (LE BLOT et al., 2002). Depuis quelques années, le quartier fait d'autre part l'objet d'une mobilisation soutenue de la part de plusieurs organismes communautaires cherchant

¹ Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 4) Les villages du Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 2 octobre 1978.

² Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 4) Les villages du Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 2 octobre 1978.

³ Descôteaux, Bernard, « Village Saint-Louis et Milton Parc perdront leur caractère de quartiers », *Le Devoir*, 18 mai 1974.

⁴ Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 1) Les coûts humains d'un rêve », *Le Devoir*, 11 septembre 1978.

⁵ Descôteaux, Bernard, « Village Saint-Louis et Milton Parc perdront leur caractère de quartiers », *Le Devoir*, 18 mai 1974.

⁶ Chartier, Jean, « L'avenir du quartier Centre-Sud reste bouché : la situation est loin de s'améliorer, constatent les citoyens », *Le Devoir*, 31 mai 1996.

⁷ Corriveau, Jeanne, « Réinventer le Faubourg à m'lasse », *Le Devoir*, 13 décembre 2008.

à pourvoir aux besoins de la population locale et à établir des stratégies d'intervention (LE BLOT et al., 2002).

En 2008, Radio-Canada annonçait un projet urbanistique de relance visant à recréer un quartier résidentiel sur les 40% de son site occupé par des espaces de stationnement en surface, censé ramener 5000 résidants – soit à peu près le même nombre que celui des personnes expropriées il y a plus de 40 ans. Ce projet de développement et de modernisation du site de la Maison Radio-Canada, formé par le quadrilatère du boulevard René-Lévesque, des avenues Viger et Papineau et de la rue Wolfe – évalué à 1,6 G\$ – comprend la réfection de la tour centrale de 23 étages, la construction d'environ 2 200 unités de logement de divers types (dont 20% seront réservées au logement social et communautaire), de plusieurs espaces commerciaux et de bureaux, ainsi que l'aménagement de deux places publiques.



Figure 23 : Projet résidentiel proposé par Radio-Canada. Source : Spacing Montreal.

La Société de Radio-Canada s'est notamment engagée à mettre en place dans ce projet, dont la réalisation s'étalera sur 10 ans, diverses mesures pour favoriser les transports collectifs et actifs, assurer l'obtention de la certification LEED-ND (Neighbourhood Development) pour l'ensemble du site, et celle d'une certification LEED Or et Novoclimat pour l'ensemble des bâtiments. Conçu par l'agence d'architecture et de design urbain Daoust Lestage et approuvé par la Ville de Montréal en 2009, ce projet s'inscrit totalement dans l'approche du « renouvellement urbain » – une des approches du développement urbain durable⁸ – qui s'est imposée dans le champ de l'urbanisme dès la fin des années 1990, supplantant de la sorte celle de la revitalisation urbaine des années 1970-80, qui constituait elle-même une alternative au concept de rénovation urbaine des années 1960. En effet, le « renouvellement urbain » et la « reconstruction de la ville sur elle-même » (SPECTOR; THEYS, 1999) s'impose dès la fin des années 1990 comme un mode d'action doux, valorisant les interventions urbanistiques réparatrices, qui n'opposent plus la démolition et la réhabilitation mais, au contraire, les réconcilie en intervenant sur le bâti et les trames urbaines existantes, par la transformation, la réutilisation ou le redéveloppement d'espaces bâtis vétustes, abandonnés, ou de lieux non-aménagés. Conforme aux concepts de l'urbanisme durable, ce mode d'intervention prône de fortes densités, limitant de fait les surconsommations d'espace en mettant à jour les potentialités de développement au sein d'un périmètre urbain compact. A plus grande échelle, il affiche une volonté de limiter l'étalement urbain, via des mesures de rétention urbaine, une recherche d'attractivité du centre-ville, via des interventions destinées à améliorer le bâti existant – sans pour autant le muséifier –, et des dispositions visant à promouvoir et à développer des modes de déplacements

⁸ On compte, entre autres, le *New Urbanism*, la *croissance urbaine intelligente* ou *Smart growth*. Lire à ce sujet OUELLET, M. Le smart growth et le nouvel urbanisme : synthèse de la littérature récente et regard sur la situation canadienne. Cahiers de géographie du Québec, vol. 50, n° 140, p 175-193, 2006.

alternatifs à l'automobile, via la création de pistes cyclables et de réseaux de transports en commun. Si sa définition reste pour certains encore confuse (LE GARREC, 2006), ce concept est de plus en plus appliqué dans les aménagements du nouveau millénaire. D'ailleurs, la conception du *Quartier international de Montréal*, qui a obtenu plusieurs prix nationaux et internationaux, relève de la même démarche⁹. Qualifié d'initiative « exemplaire en matière de développement durable et de projet urbain intégré » en raison des visées en termes de « mixité sociale, fonctionnelle, développement économique, insertion professionnelle, concertation avec le milieu, qualité urbanistique et architecturale »¹⁰, le projet de la Société de Radio-Canada a soufflé un véritable vent d'optimisme, à en juger par les commentaires de la presse écrite¹¹. Selon Gérard Beaudet, professeur à la Faculté d'aménagement de l'Université de Montréal, ce projet « montre bien que 30, 40 ans après, on admet l'erreur. On sait qu'il faut corriger le tir »¹². Il reste que, pour certains, il sera impossible de recréer la vie du quartier d'antan. Pour Lucien Landry, représentant des résidants du quartier, « le mal est déjà fait » et il reproche à la Ville de Montréal d'avoir « sacrifié tout un quartier », alors que sa mission était « de veiller au bien-être des citoyens »¹³. France Vanlaethem, professeure à l'École de design de l'Université du Québec à Montréal, rappelle toutefois le contexte de l'époque où la rénovation était une vision urbaine, une utopie de progrès qu'il est aisé, après 30 ou 40 ans de recul, de rejurer aux filtres de la critique : « C'étaient les idées de l'époque. On croyait alors en la modernité... Le concept de patrimoine urbain était alors inexistant au pays. Ça a émergé au Québec dans les années 60, 70, justement en réaction à ces grandes opérations de revitalisation urbaine »¹⁴. Dans un article de presse consacré à l'exposition intitulée « Quartiers disparus » – prenant l'affiche au Centre d'histoire de Montréal du 15 juin 2011 au 25 mars 2012 et dans laquelle on y présente des photos, des films d'archives et des témoignages sur la destruction de plusieurs quartiers montréalais, dont le Centre-sud – le journaliste Jean-Christophe Laurence abonde dans le même sens, en faisant un retour sur la philosophie qui a présidé à l'élaboration de ces grandes opérations urbanistiques : « Il faut savoir qu'à l'époque, ces projets n'étaient pas si mal vus. Ils participaient d'une mise en place de l'urbanisme moderne. Ce courant 'visionnaire' n'a pas épargné Montréal, qui caressait de grandes ambitions sur le plan international. Avec Expo 67 qui montrait le bout du nez, la guerre aux taudis était plus justifiée que jamais »¹⁵.

⁹ Lire, entre autres : DAOUST, R. Quartier international de Montréal : à l'enseigne de l'innovation. *Continuité*, n° 107, p. 36-38, 2005 ; BOISVERT, M. L'impact du projet Quartier international de Montréal sur la ville intérieure : un premier examen. *The Canadian Journal of Regional Science*, vol. 24, n° 3, p. 443, 2001 ; ELLIS, L. Urban Inspiration. *PMI Network*, Drexel Hill, vol.20, n°1, p.28, 2006; GAVIN, A. In Full View: Public Space in Montreal. *Canadian Architect*, 2008 (www.canadianarchitect.com); DEMERS, C. et al. Le Quartier international : un tonifiant pour le tourisme à Montréal. *Teoros*, vol. 19, n°3, p. 32, 2000. Plusieurs articles de presse ont applaudi le projet, dont Nadeau, Jessica, « Quartier international de Montréal: la nouvelle vitrine du savoir-faire québécois. Un environnement de qualité au cœur de la ville », *Le Devoir*, 22 mai 2004; Harvey, Réginald, « Quartier international de Montréal: un modèle du genre », *Le Devoir*, 12 février 2005.

¹⁰ TABLE POUR L'AMÉNAGEMENT DU CENTRE-SUD. Mémoire sur le projet de développement du site et de modernisation de la Maison Radio-Canada. Montréal, 2008. <http://www.ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P31/7f.pdf>

¹¹Projet applaudi par la presse et notamment dans la conférence-URBA 2015, tenue le 11 mars 2009 à l'UQAM.

¹²Béland, Gabriel, « Le bulldozer de la modernité », *La Presse*, 11 juin 2011.

¹³Corriveau, Jeanne, « Réinventer le Faubourg à m'lasse », *Le Devoir*, 13 décembre 2008.

¹⁴ Béland, Gabriel, «Le bulldozer de la modernité», *La Presse*, 11 juin 2011.

¹⁵ Laurence, Jean-Christophe, «Atlantide P.Q. », *La Presse*, 11 juin 2011.



Figure 24 : Le quartier Centre-sud, avant, pendant et après l'érection de la grande tour de Radio-Canada. 1961 (en haut à gauche), 1964 (en bas à gauche) et 1971 (à droite). Source : Centre d'histoire de Montréal.

6. Conclusion

Rejoignant les propos de France Vanlaethem, il apparaît illégitime de juger sans mise en contexte les tentatives de mise en place, dans la deuxième moitié du XX^e siècle, d'un environnement urbain fondé sur les principes de l'urbanisme moderne. Discrediter totalement ces opérations, dans un contexte actuel favorable au développement urbain durable, reviendrait à considérer que les planificateurs de l'époque faisaient preuve de mauvaise foi dans leur volonté d'injecter, à partir des années 1950, une image de prospérité au quartier du Centre-sud. Il convient ainsi de prendre conscience de l'influence de l'évolution historique des revendications et des aspirations urbaines des citoyens et des autorités publiques : en somme, il s'agit de voir à la fois dans la modification des canons culturels (BAILLEUL, 2006) et dans la tendance à lire l'histoire d'un quartier à l'aune de ses qualités ou déficiences actuelles les causes des évaluations, dans notre cas négatives, autour du patrimoine bâti de la période moderne. Mal-aimé (GAUDREAU, 2005), le patrimoine du quartier Centre-sud l'est du fait de sa relative jeunesse – sa valeur est ainsi plus difficilement admise que pour tout autre patrimoine plus ancien et, de fait, faussement plus authentique (SHARP, 1990 ; VANLAETHEM, 1996; BRONSON; JESTER, 2000) – et de son rattachement, dans les perceptions communes, à une période de transformations rapides, profondes et standardisées imposées aux villes par la production bâtie intensive du milieu du XX^e siècle. Le regard nostalgique de l'opinion publique aura ainsi tendance à se tourner vers une période antérieure aux politiques d'aménagement modernes. La quête du passé, comme l'avait déjà précisé BOURDIN (1984), surgit souvent suite à d'intenses phases de production du cadre bâti et d'urbanisme modifiant sensiblement le paysage urbain. L'identité du quartier Centre-sud se fonde-t-elle sur l'appel à un passé dynamique et prospère, ou tente-t-elle de se redéfinir dans les opérations actuelles de développement urbain durable ? Plus qu'un

patrimoine, les édifices construits pendant la période moderne, expliquant en partie le traumatisme du quartier, doivent être vus comme les « témoin[s] matériel[s] des changements rapides et profonds qu'ont connus les sociétés au XX^e siècle »¹⁶. Nous espérons que l'approche de renouvellement urbain entreprise depuis peu, s'efforçant de composer avec le patrimoine moderne existant, réussira à créer une cohérence d'ensemble et à assurer une revalorisation symbolique du quartier, à l'instar des opérations récentes de remise en valeur des grands ensembles en France, constituant des espaces modernes longtemps stigmatisés, qui sont parvenues à renouveler le regard qui leur était porté¹⁷. Dans le cas du Centre-sud, le défi mérite d'être relevé : ce quartier, exemplaire par son histoire cristallisant un demi-siècle d'utopies urbaines, pourrait servir de modèle à la mise en place de politiques d'aménagement enfin capables de tenir compte des réalités locales et des spécificités sociales des espaces en manque d'investissement symbolique.

BIBLIOGRAPHIE

- ALERTE CENTRE-SUD. Impacts du pont Jacques Cartier. Mémoire de la Table d'aménagement du Centre-sud à la Commission de consultation sur l'amélioration de la mobilité entre Montréal et la Rive-Sud. Montréal, 2002.
- BAILLEUL, H. Du processus de patrimonialisation au marketing urbain : la valeur des territoires urbains comme élément des politiques d'aménagement. Communication dans le cadre du colloque 'Dynamiques de valorisation et de dévalorisation des territoires urbains'. Centre Pierre Naville, Université d'Evry, 2-3 mars, 2006.
- BOURDIN, Alain. Le patrimoine réinventé. Paris: PUF, 1984. 239 p.
- BRONSON, S. D., JESTER, T. C. Conserving the Built Heritage of the Modern Era: Recent Developments and Ongoing Challenges. In: Deborah Slaton; William G. Foulks (eds.). Preserving the Recent Past 2. Washington, D.C.: Historic Preservation Education Foundation, 2000, p. 4-12.
- BURGESS, Joanne. Paysages industriels en mutation. Montréal : Écomusée du fier mode, 1997. 88 p.
- CLSC DES FAUBOURGS. Trois quartiers à la loupe : volet Centre-sud et les Faubourgs à la loupe. Montréal : Vie de quartier, 1998.
- CLSC DES FAUBOURGS. Portrait des faubourgs. Montréal : Compo-Art, 2003.
- DANSEREAU, Francine. Les aléas de la rénovation urbaine: l'expérience des quinze dernières années. In : Guy Bourassa; Jacques Léveillé (dir.). Le système politique de Montréal. Cahiers de l'ACFAS, 1986, v. 43, p. 407-422.
- DESROSIERS, G.; LAFLEUR, G. La Maison du Fier Monde. Cahier de présentation. Montréal : Maison du fier monde, 1986.
- GAUDREAU, V. Le patrimoine moderne : jeune et mal aimé. Continuité, n° 104, p 15-19, 2005.
- LE GARREC, Sylvaine. Le renouvellement urbain : genèse d'une notion fourre-tout. Paris : Plan Urbanisme Construction Architecture, 2006. 92 p.
- LE BOT, Irène et al. Portrait de territoire. L'arrondissement Ville-Marie (Quartier Centre-sud). Montréal : Centraide, 2002.
- LINTEAU, Paul-André. Histoire de Montréal depuis la Confédération. Montréal : Boréal, 2000, 2ème édition. 662 p.
- MORIN, Richard. Développement urbain et marché immobilier en périphérie du Centre-Ville : le cas du quartier Centre-sud à Montréal. Collection : Études urbaines, no. 6, Montréal : Département d'études urbaines, Université du Québec à Montréal, 1986.
- MORIN, Richard. Réanimation urbaine et pouvoir local. Les stratégies des municipalités de Montréal, Sherbrooke et Grenoble en quartiers anciens. Montréal : Presses de l'Université du Québec, INRS-Urbanisation, 1987.
- MORIN, R. Déclin, réaménagement et réanimation d'un quartier ancien de Montréal. Revue d'histoire urbaine, vol. XVII, no. 1, p. 29-39, 1988.
- MORIN, R. (2003). Des pays dans la ville ? Quartiers et arrondissements à Montréal. In : Lucie. K Morisset et al. (dir.). Réinventer pays et paysages. Brest-Québec : Centre de Recherche Bretonne et Celtique, 2003, p 23-38.
- MORIN, Richard. Le quartier Centre-Sud de Montréal : un territoire en mutation. Inter-Loge 20 ans déjà, Montréal, Inter-Loge Centre-sud, 1998.

¹⁶ COMMISSION DES BIENS CULTURELS DU QUÉBEC. Comment nommer le patrimoine quand le passé n'est plus ancien ? Document de réflexion sur le patrimoine moderne, 2005, p .8.

¹⁷ Voir les différentes réalisations dans CATHERINE, Pierre; QUINTON, Maryse. Le défi du renouvellement urbain : Immobilière 3F. Archibooks, 2010. 237 p.

- SHARP, D. "Modern" architecture and its conservation. First International Conference Proceedings (DOCOMOMO). Eindhoven, p. 55-58, 1990.
- SPECTOR, T., THEYS, J. Villes du XXI^e siècle - Entre villes et métropoles : rupture ou continuité ? Synthèse du colloque de La Rochelle des 19, 20 et 21/10. Paris : Collections du CERTU, 1999.
- VANLAETHEM, F. La cause du patrimoine architectural moderne. ARQ, p. 8-11, 1996.
- VILLE DE MONTRÉAL. Bulletin technique no 3. Montréal : Service d'urbanisme, 1964.
- VILLE DE MONTRÉAL. Dossier urbain. Arrondissement Plateau Mont-Royal / Centre-sud. Penser pour agir. Montréal : Service de l'habitation et du développement urbain, 1986.
- VILLE DE MONTRÉAL. Plan directeur de l'Arrondissement Plateau Mont-Royal / Centre-sud. Montréal : Service d'urbanisme, 1990.
- VILLE DE MONTRÉAL. Au pied du Courant. Le patrimoine de Montréal. Quartiers Sainte-Marie, Saint-Eusèbe, Papineau et Bourget. Collection : Pignon sur rue, no. 4, Montréal, CIDEM – Communications, (s.d).
- VILLE DE MONTRÉAL. Profil socio-démographique de l'arrondissement Plateau-Mont-Royal. Montréal : Ville de Montréal, 2001.

ANNEXE

- *La table de concertation Alerte Centre-Sud* : constituée en 1985, elle comprend une quarantaine de membres. Elle s'intéresse principalement au logement social (coordonne le comité logement d'Alerte Centre-Sud), à la question de la qualité de vie des résidents, au maintien des services minimums requis pour la population défavorisée et à l'atténuation des conflits sociaux liés à la prostitution.
- *La CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal* : établie depuis 1986, la Corporation de développement économique et communautaire (CDEC) vise la participation de différents acteurs (citoyens, organismes, entreprises et institutions) dans le processus de revitalisation économique des quartiers Centre-Sud, Plateau Mont-Royal, Saint-Louis et Mile-End. Depuis 1988, la CDEC est également mandataire du centre local de développement de Montréal pour son secteur d'intervention.
- *La table pour l'aménagement du Centre-Sud* : formée en 1986, la table, chapeauté par la CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal en collaboration avec Alerte Centre-sud, se penche essentiellement sur l'aménagement de l'environnement physique, tels que l'aménagement des abords du pont Jacques-Cartier, la révision du plan de camionnage, le projet de revitalisation des artères commerciales (rues Notre-Dame, Ontario et Berri), le projet de la Grande bibliothèque et à l'aménagement des stations métro.
- *Le comité d'intervention du quartier de Sainte-Marie* : composé de résidents, d'organismes du milieu et d'institutions, il a été mis sur pied pour prévenir la criminalité dans les espaces publics et les établissements scolaires du secteur compris entre les rues Papineau, Sherbrooke, Iberville et Ontario.